



Direction de la citoyenneté
Bureau des procédures environnementales

Mel : pref-environnement@eure-et-loir.gouv.fr

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Arrêté de mise en demeure portant mise en demeure de respecter les
prescriptions réglementaires**

**Société ELG pour l'exploitation de la carrière située aux lieux-dits « La Fosse Aubert »,
« Le Grand Réage », « Rougemont », « Le Bois Maréchal » et « La Vigne des Champs »
sur le territoire de la commune de BEAUVILLIERS
(ICPE N° 6060)**

LA PRÉFÈTE D'EURE-ET-LOIR
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter une carrière et une installation de premier traitement de matériaux du 17 décembre 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 juin 2018 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 11 septembre 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Vu la communication du projet d'arrêté faite au directeur de la société ELG le 19 septembre 2019, qui n'a formulé aucune remarque dans le délai imparti ;

Considérant que, lors de la visite en date du 23 août 2019, l'inspectrice de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que :

- l'exploitant a admis comme remblais dans son installation des déchets dont des paramètres analysés lors de tests de lixiviation dépassent les valeurs limites à respecter, sans s'assurer de leur acceptabilité par le milieu ;
- l'exploitant n'a donc pas pris toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux et des sols et ainsi préserver la qualité des eaux souterraines ;
- les chantiers dont les résultats des contrôles aléatoires, non-conformes aux valeurs limites à respecter pour les tests de lixiviation, n'ont pas été portés à la connaissance de l'inspection des installations classées et que les chantiers correspondants n'ont pas été régularisés.

Considérant que ces constats constituent un manquement, aux dispositions des articles 3.3 et 3.8.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ELG de respecter les prescriptions des articles 3.3 et 3.8.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture d'Eure-et-Loir

ARRÊTE

Article 1 - La société ELG, exploitant une carrière sur la commune de Beauvilliers dont le siège social est situé 1 rue Vasco de Gama – 94046 CRETEIL CEDEX - est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 3.3 et 3.8.3.3 de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en :

- prenant toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux et des sols et ainsi préserver la qualité des eaux souterraines en mettant en place, sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions organisationnelles nécessaires pour :
- gérer les déchets reçus en vue d'un remblayage et susceptibles de représenter une source de pollution pour les sols et les eaux souterraines ;
- informer, en cas d'écart à la déclaration préalable, l'inspection des installations classées et le producteur des déchets avant de procéder à la régularisation de la situation.
- mettant en place un registre de sortie des déchets sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté ;

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique " Télérecours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

Tout recours (excepté le télérecours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Article 4 - Notifications-publications

- 1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
- 2) L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une période minimale de 2 mois conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement.

Article 5 - Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le **11 OCT. 2019**
La Préfète, Pour la Préfète,
Le Secrétaire Général


Régis ELBEZ